

Communiqué des élus CGT au Conseil d'Administration de l'IGN

De nombreuses actions ont été menées depuis le début de l'été par les personnels du SAA et par le personnel de l'IGN pour défendre les activités de prises de vues aériennes de l'IGN. Malgré des rebondissements inattendus comme l'épisode ENAC, et le souhait non dissimulé de la tutelle d'externaliser la prise de vue, c'est la raison qui l'emporte, avec le choix du scénario « Beauvais », qui permet de maintenir le savoir-faire et prend le mieux en compte le besoin social des personnels.

Le conseil d'administration a délibéré hier, lundi 14 décembre, sur la réimplantation du SAA à Beauvais : vote pour à l'unanimité.

Pour les élus du personnel, cette implantation doit permettre de poursuivre durablement les activités aériennes à l'IGN.

Les élus du personnel ont proposé un vœu pour demander une dotation exceptionnelle de l'État, sur la durée de la convention d'occupation. La présidente a refusé de le soumettre au vote, sous prétexte que le CA n'a pas vocation à voter des vœux, et que le surplus financier n'interviendrait que pendant la durée transitoire de 3 ans. Il appartiendra à l'IGN d'inclure ces charges supplémentaires lors des discussions budgétaires annuelles.

La CGT agira pour que la relocalisation à Beauvais réussisse, dans la durée, tout particulièrement en ce qui concerne le financement, pour lequel l'État doit prendre clairement ses responsabilités, en investissant pour renouveler et moderniser les matériels, et en garantissant les effectifs. L'effectif cible de 48 agents est un minimum en dessous duquel on ne peut pas descendre, et les besoins à la hausse des effectifs doivent être pris en compte.

Point divers pour information : le directeur général nous a fait part de son inquiétude au sujet des lois Valter, Lemaire, Macron2 sur l'Open Data et la gratuité des données publiques. Pour l'instant, l'IGN peut encore percevoir des redevances, mais la gratuité des données, si elle était votée, impacterait sérieusement les finances de l'IGN. Ce vaste débat sera crucial pour l'avenir de l'établissement, et nous le mènerons avec l'ensemble du personnel.

Saint-Mandé, le 15 décembre 2015
Les élus CGT au CA de l'IGN